

Publications périodiques

Comptes annuels

CMA LEASE

Société Anonyme au capital de 160 000 Euros
Siège social : Rue René Rabat Z.I Jarry 97122 Baie de Mahault
414 700 286 R.C.S. POINTE A PITRE

I. — Bilan au 31décembre 2018**Bilan Actif (En euros.)**

Rubriques	Montant brut	Amortissements	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	3 613 527,05	2 347 518,40	1 266 008,65	1 244 147,52
Autres				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Actif immobilisé	3 613 527,05	2 347 518,40	1 266 008,65	1 244 147,52
Stocks et en-cours				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	140 535,70	80 225,52	60 310,18	77 352,01
Autres	9 057,16		9 057,16	4 417,07
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	597 249,48		597 249,48	693 769,32
Charges constatées d'avance	15 025,88		15 025,88	28 887,05
Actif circulant	761 868,22	80 225,52	681 642,70	804 425,45
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion actif				
Total général	4 375 395,27	2 427 743,92	1 947 651,35	2 048 572,97

Bilan Passif (en Euros)

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé 160 000)	160 000,00	160 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserve légale	16 000,00	16 000,00
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-261 612,64	-152 394,51
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-100 686,69	-109 218,13
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	-186 299,33	-85 612,64
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques	22 867,72	9 234,50
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges	22 867,72	9 234,50
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 076 844,58	2 100 436,99
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 150,74	13 080,47
Dettes fiscales et sociales	3 872,88	1 762,92
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	690,68	989,68
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	9 524,08	8 681,05
Dettes	2 111 082,96	2 124 951,11
Ecart de conversion passif		
Total général	1 947 651,35	2 048 572,97

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2018.

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services (en France)	640 490,53	714 077,84
Chiffres d'affaires nets	640 490,53	714 077,84
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits nets partiels sur opérations à long terme		
Subventions d'exploitation	5 933,22	7 815,26
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	55 079,07	40 476,16
Autres produits	60 010,96	248 662,23
Produits d'exploitation	761 513,78	1 011 031,49
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)		
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	92 297,36	80 684,17
Impôts, taxes et versements assimilés	12 439,55	10 824,72
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations d'exploitation		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	628 333,24	647 263,14
Sur immobilisations : dotations aux provisions		
Sur actif circulant : dotations aux provisions	31 525,20	50 655,41
Pour risques et charges : dotations aux provisions	20 730,72	9 234,50
Autres charges	57 830,90	292 964,39
Charges d'exploitation	843 156,97	1 091 626,33
Résultat d'exploitation	-81 643,19	-80 594,84
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	-0,00	-0,00
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	19 046,54	24 263,69
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	19 046,54	24 263,69
Résultat financier	-19 046,54	-24 263,69
Résultat courant avant impôts	-100 689,73	-104 858,53

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5,77	934,91
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Produits exceptionnels	5,77	934,91
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2,73	5 294,51
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Charges exceptionnelles	2,73	5 294,51
Résultat exceptionnel	3,04	-4 359,60
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
Total des produits	761 519,55	1 011 966,40
Total des charges	862 206,24	1 121 184,53
Bénéfice ou perte	-100 686,69	-109 218,13

III. Annexe.

1. Principes et méthodes comptables.

Les comptes sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables admises en France, principes et méthodes du plan comptable général.

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-dessous.

1). Immobilisations. — Les immobilisations constituées du matériel de transport sont amorties selon le mode linéaire sur une durée de 4 à 5 ans en fonction de la durée des contrats de locations.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

2). Créances clients et autres créances. — Les provisions sur les créances impayées ainsi que sur les créances ayant fait l'objet d'un réaménagement sont calculées en appliquant des taux de provisionnement croissants avec le nombre de mensualités impayées. Les taux retenus reposent sur une approche statistique du risque appliquée sur un portefeuille homogène de créances.

2. Informations sur les comptes du bilan (en euros).

— Immobilisations :

Immobilisations louées en LLD	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Valeur brute	3 243 150	667 232	296 855	3 613 527
Amortissements	1 999 002	628 333	279 818	2 347 518
Total	1 244 148			1 266 009

— Créances clients :

	Valeur brute au 31/12/2018	Provision au 31/12/2018	Valeur nette au 31/12/2018
Créances saines	3 764		3 764
Créances douteuses	136 771	80 226	56 546
Total	140 536	80 226	60 310

— Autres actifs :

Autres actifs	2018	2017
Etat (TVA et IS)	43	43
Fournisseurs débiteurs		
Fournisseurs immobilisations		
Créances cessions bail	4 640	
Débiteurs divers	4 374	4 374
Associés- Comptes courants		
Total	9 057	4 417

Comptes de régularisation – actif. — Les charges constatées d'avance, d'un montant de 15 025,88 euros, sont constituées des prestations d'entretien payées d'avance.

— Evolution des capitaux propres :

	31/12/2017	Affectation résultat 2017	31/12/2018
Capital social	160 000		160 000
Réserve légale	16 000		16 000
Report à nouveau	-152 395	-109 218	-261 613
Résultat	-109 218	109 218	-100 687
Dividendes			
Total	-85 613	0	-186 299

Le capital social est composé de 10.000 actions d'une valeur nominale de 16 Euros. Le déficit de l'exercice 2017 d'un montant de 109 218,13 euros a été affecté pour la totalité au compte de report à nouveau.

Le résultat de l'exercice 2018 de CMA LEASE est déficitaire de 100 686,69 Euros.

Provision pour risques. — La provision pour risques d'un montant de 22 867.00€ est constituée d'une provision pour couvrir les risques liés à des suspens.

— Réserve financière brute :

Reserve financière brute	VNC	Val financ	Réserve
Année 2017	1 235 466	1 620 360	384 894
Année 2018	1 256 485	1 723 839	467 355

— Intérêts courus non échus inclus au poste dettes auprès des établissements de crédit :

Passif	2018	2017
A vue (Comptes ordinaires)		
Emprunt à terme	1 619	1 629
Total	1 619	1 629

— Autres passifs :

Dettes fournisseurs	2018	2017
Fournisseurs et compte rattachés		
Fournisseurs factures non parvenues	20 151	13 080
Fournisseurs immobilisations		
Sous total	20 151	13 080
Etat impôts et taxes	3 873	1 763
Créditeurs divers	691	990
Dépôts de garantie		
Total autres passifs	24 714	15 834

Compte de régularisation - passif. — Les produits constatés d'avance, d'un montant de 9 524,08 Euros, sont constitués des loyers perçus d'avance.

Etat des échéances des créances et dettes. — Toutes les créances sont à moins d'un an.

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établs de crédits	2 076 845	135 181	1 941 663
Fournisseurs et comptes rattachés	20 151	20 151	
Autres impôts taxes et assimilés	3 873	3 873	
Autres dettes (clients créditeurs)	691	691	
Produits constatés d'avance	9 524	9 524	
Total	2 111 083	169 420	1 941 663

3. Informations sur le compte de résultat.**— Dotations et reprises de provisions :**

	31/12/2017	Dotation	Reprise	31/12/2018
Créance douteuses	96 682	31 525	47 982	80 225
Provisions pour risques	9 235	20 731	7 098	22 868
Total		52 256	55 079	

— Charges à payer et produits à recevoir :

	2018	
	Charges	Produits
Charges à payer	22 524	
Produits à recevoir		
Total	22 524	0

Les charges à payer concernent essentiellement des provisions sur les commissions apporteurs et les honoraires des commissaires aux comptes.

— Charges et produits exceptionnels :

	2018	
	Charges	Produits
Charges exceptionnelles	3	
Produits exceptionnels		6
Total	3	6

Ces charges et produits concernent des régularisations de dossiers.

4. Informations complémentaires.

Proposition d'affectation du résultat. — Le résultat net de l'exercice de la société se traduit par une perte de 100 686,69€, que nous proposons d'affecter en report à nouveau.

Après affectation du résultat le compte report à nouveau débiteur s'élève à 362 299,33€.

Montant total des honoraires versés aux commissaires aux comptes. — 5 700,00€ HT

— Créances et dettes avec les entreprises liées :

	2018	
	Créances	Dettes
Comptes ordinaires	597 249	
Dont entreprises liées	46 894	
Comptes prêts/emprunts		2 076 845
Dont entreprises liées		2 076 845
Autres passifs		
Charges à payer		
Produits à recevoir		
Dont entreprises liées		
Total entreprises liées	46 894	2 076 845

La part des entreprises liées sur les opérations bancaires concerne BNP Paribas

Produits et charges avec les entreprises liées

	2018	
	Charges	Produits
Intérêts et charges assimilés	19 047	
Dont entreprises liées	19 047	
Charges d'exploitation	843 157	
Dont entreprises liées	39 248	
Intérêts et produits assimilés		
Dont entreprises liées		
Produits d'exploitation		761 514
Dont entreprises liées		
Total entreprises liées	58 294	0

Les opérations avec les entreprises liées concernent pour :

- Les intérêts et charges assimilés, des opérations effectuées avec BNP Paribas.
- Les charges d'exploitation, la refacturation des charges du Crédit Moderne Antilles Guyane.

Effectifs. — La société CMALEASE ne compte pas d'effectifs, elle bénéficie du savoir-faire, des moyens humains et matériels de Crédit Moderne Antilles Guyane pour assurer son développement.

IV. — Extrait du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 21 mai 2019.

L'an deux mil dix-neuf, le vingt et un mai, à dix-sept heures trente, les Actionnaires de la société CMA LEASE se sont réunis, dans les locaux de BNP Paribas Personal Finance au 143 rue Anatole France–92300 Levallois-Perret, en Assemblée Générale Ordinaire sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi, une feuille de présence qui a été émargée par chaque Actionnaire participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire, le cas échéant.

En l'absence du Président Directeur Général, l'Assemblée désigne Monsieur Christian DUPLAND, Administrateur, en qualité de Président de ladite assemblée.

La société Crédit Moderne Antilles Guyane, représentée par Monsieur Christian DUPLAND, ayant reçu pouvoir à cet effet, actionnaire présent et acceptant est appelée comme scrutateur.

Madame Ada WRONSKA assure le secrétariat de la séance.

Le bureau est ainsi constitué.

Le Cabinet MAZARS, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président constate, d'après la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, que l'Assemblée Générale réunissant plus du quorum requis par la Loi pour les Assemblées Générales Ordinaires, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- la copie de la lettre de convocation adressée aux Actionnaires,
- une copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes et le récépissé de la lettre recommandée,
- la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, à laquelle est annexé le pouvoir de représentation de Crédit Moderne Antilles Guyane à M Christian DUPLAND,
- les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018 (bilan, compte de résultat et annexe),
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration, intégrant une section spécifique dédiée au rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- les rapports des Commissaires aux comptes (rapport sur les comptes annuels de l'exercice 2018 ; rapport spécial sur les opérations visées à l'article L.225-38 du Code de commerce),
- le texte des résolutions soumises à la présente Assemblée,
- Un exemplaire des statuts de la société.

Le Président déclare que tous les documents prévus par la Loi ont été adressés ou tenus à la disposition des Actionnaires dans les délais légaux et que la Société n'a été saisie d'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de nouveaux projets de résolutions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président, avec l'assistance du secrétaire, présente à l'Assemblée les comptes de l'exercice écoulé, le rapport du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux comptes.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Première résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice 2018 et toutes les opérations qui y sont mentionnées.

Elle prend acte du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels et en accepte les conclusions.

L'Assemblée Générale prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale approuve les comptes arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils lui ont été présentés et constate l'existence d'une perte de 100 686,69 Euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration quitus de l'exercice de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires et après lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constatant l'existence d'une perte de 100 686,69 euros approuve le projet d'affectation de l'exercice 2018 présenté par le Conseil et décide de l'affecter de la manière suivante :

Perte à répartir	
Perte de l'exercice	100 686, 69 €
Report à nouveau débiteur disponible	261 612, 64 €
Total à affecter :	362 299, 33 €
Emplois	
Report à nouveau	362 299, 33 €
Total affecté :	362 299, 33 €

L'Assemblée Générale prend acte qu'au titre des trois exercices précédents :

- aucun dividende n'a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- aucun dividende n'a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- aucun dividende n'a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution. — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux Petites Affiches et à tout porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations pour effectuer les dépôts ou publications prescrits par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Extrait certifié conforme par le Secrétaire de séance

V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société CMA LEASE,

I. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par Assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CMA LEASE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion :

Référentiel d'audit. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités (notes « Actif - Immobilisations corporelles données en location », « Actif - Créances sur la clientèle », « Passif - Provisions », « Compte de résultat – Dépréciations sur les créances clients », « Compte de résultat – Provisions » de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires: aux associés: à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration: consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 30 avril 2019
Le Commissaire aux comptes :

Mazars;
Nicolas de Luze.